

DISCOURS DU PRÉSIDENT EMMANUEL MACRON DEVANT LES ÉLUS DE L'ASSEMBLÉE DE CORSE

(<https://www.youtube.com/watch?v=RS9OND6DEkM>)

Extraits

[...]

[...] la Corse fut la première région décentralisée, en 1982, la première collectivité territoriale à statut particulier, dès 1991. Et aujourd'hui, la Corse est la Collectivité métropolitaine qui bénéficie des compétences les plus larges dans notre pays.

Et c'est ici, devant cet hémicycle où vivent les valeurs démocratiques de la Corse, que je suis venu faire droit à cet élan renouvelé qui suppose ambition commune et reconnaissance nouvelle.

[...]

[...] la Corse a aujourd'hui besoin de davantage de liberté, de la reconnaissance de son identité, de sa singularité insulaire et méditerranéenne. Et c'est cet enracinement dans notre histoire commune et cette reconnaissance qu'il faut tenir ensemble pour sortir de cette situation d'incompréhension et de confrontation, de défiance et de ressentiment. Et il y a souvent eu de l'incompréhension, parfois de l'indifférence, qui ont nourri le ressentiment qui peut conduire jusqu'à la violence. C'est pourquoi le moment que nous vivons impose une véritable reconnaissance. Pour sortir du face-à-face, il faut épouser la complexité de cette histoire et ouvrir une page nouvelle.

Je suis favorable à ce qu'une nouvelle étape soit franchie.

[...]

Pour ancrer pleinement la Corse dans la République et reconnaître la singularité, son insularité méditerranéenne, ce rapport au monde et son rôle dans l'espace qui est le sien, nous devons avancer. Et il faut pour cela l'entrée de la Corse dans notre Constitution, c'est votre souhait, je le partage et je le fais mien, car je respecte et je reconnais l'histoire, la culture, les spécificités corses dans la République. Ce lien entre cette terre, cette mer, cette ambition enracinée. La vocation de la Corse ne peut pas s'enfermer dans un texte, mais l'inscription dans un texte, et en particulier celui de notre Constitution, désormais la plus vieille et la plus durable de notre histoire, est ce geste de reconnaissance indispensable et de la construction d'un cadre respectueux de la singularité insulaire et méditerranéenne.

[...]

Pour répondre au besoin de reconnaissance et éviter de nouvelles confrontations, allons au-delà des totems pour les uns, des tabous pour les autres. Au fond, ayons l'audace de bâtir une autonomie à la Corse, dans la République.

Cette autonomie doit être le moyen pour construire, ensemble, l'avenir sans désengagement de l'État.

Ce ne sera pas une autonomie contre l'État, ni une autonomie sans l'Etat, mais une autonomie pour la Corse et dans la République.

[...]

Je souhaite, donc, que le travail avec le Gouvernement puisse mener à un texte constitutionnel et organique, ainsi soumis à votre accord, d'ici six mois. Et c'est bien sur la base de celui-ci que nous pourrons engager le processus de révision constitutionnelle, puis organiser la consultation en Corse, et à l'issue préparer le projet de loi organique qui mettra en œuvre cette nouvelle étape.

Pour construire cet accord entre le Gouvernement et vous, il n'y a pas de ligne rouge, il y a l'idéal de la République et la volonté de chacun de se dépasser dans ce chemin commun.

Je vous le dis avec franchise, c'est seulement si un tel accord est conclu que par sa force et sa légitimité, et je m'y emploierai avec engagement avec la présidente de l'Assemblée nationale et avec

le président du Sénat, que nous serons en mesure d'engager avec une chance de succès la réforme constitutionnelle auprès du Congrès.

Au terme de cette révision constitutionnelle, comme dans l'intervalle qui nous en sépare, je souhaite que l'État et la Collectivité de Corse continuent leur travail commun avec engagement et exigence.

[...]

C'est une étape historique à laquelle nous devons collectivement œuvrer.

Ce discours est une main tendue et un chemin à parcourir ensemble pour construire un avenir d'espoir et de prospérité pour la Corse.

C'est ainsi que nous refermerons une page marquée par des heures sombres et que nous pourrons en ouvrir une autre, celle d'un nouvel élan vers la République et la liberté, vers la Méditerranée et vers l'avenir. Car l'inscription en Méditerranée de la Corse doit composer une part majeure de son destin. La Corse, par sa beauté, par l'accumulation de civilisations et d'ouverture reçues en legs des siècles passés, par la fièvre créatrice de sa jeunesse et de ses artistes, a toute sa place dans cette ambition essentielle pour nos intérêts stratégiques, dans nos relations avec toutes les rives de la Méditerranée.

La nouvelle étape institutionnelle que nous voulons lancer doit permettre à la Corse de conserver son âme et son identité tout en restant dans les bornes de la République et de continuer ainsi à bénéficier de la solidarité nationale. Notre priorité, c'est d'aider la Collectivité à répondre aux attentes des Corses, l'aider à bâtir l'espoir et la sérénité.

Ce choix, que nous faisons ensemble, c'est un choix de confiance. C'est la confiance qui reconnaît le génie propre de la Corse. C'est la confiance dans notre capacité au dépassement. Dans ce génie propre, il y a eu parfois une pulsion de mort qui l'a emporté sur la pulsion de vie. Cette pulsion de mort s'est toujours nourrie d'un ressentiment, d'incompréhension, de portes fermées. Je veux que par cette confiance dans le génie propre de la Corse, nous sachions aller vers la pulsion de vie et l'espérance et bâtir pour notre jeunesse et les générations à venir.

Ce choix qui existe, le seul, qui est un choix d'avenir. Ce choix, c'est celui que notre jeunesse mérite pour que les prochaines générations combinent à leur tour cette richesse et cette force d'être Corses et Français. Corses parce que Français, Français parce que Corses, Européens et de Méditerranée, tout cela à la fois.

Je vous remercie. Vive la Corse, vive la République et vive la France !

Source : <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2023/09/29/deplacement-du-president-emmanuel-macron-en-corse-1>